

Revue de la presse

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Revue Militaire Suisse**

Band (Jahr): **108 (1963)**

Heft 4

PDF erstellt am: **16.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

La diffusion des armes nucléaires

L'*Institute for Strategic Studies* de Londres, dont l'activité est bien connue de nos lecteurs, vient de publier, sous le patronage de son directeur, M. *Alastair Buchan*, une étude¹ due à deux auteurs que l'on nous présente comme particulièrement compétents.

L'un, *Leonard Beaton*, est un journaliste canadien que ses écrits sur la défense de l'Amérique ont fait connaître. L'autre, *John Maddox*, est un physicien-chimiste, actuellement chargé de cours à l'Institut Rockefeller, à New York, et spécialiste de la vulgarisation scientifique.

Ces deux auteurs se sont proposé d'aller étudier *sur place*, en Europe, en Amérique du Nord, en Orient moyen et — la Chine exceptée — en Asie, l'extension prise par les armes atomiques. Accrédités auprès de différents ministères, reçus par les autorités en la matière, ils ont ainsi, puisant aux meilleurs sources, parcouru les E.-U. A., la Grande-Bretagne, la France, le Canada, la République fédérale allemande, l'Inde (reçus par Nehru), la Suède, Israël et la Suisse, où leur informateur fut la *Neue Zürcher Zeitung*.

Ces pays — à l'exclusion des E.-U. A., mais à l'inclusion de la Chine — sont étudiés séparément et à fond dans une II^e partie. C'est aussi séparément que sont traités, dans la I^{re} partie, d'une part la *production des explosifs* nucléaires, de l'autre, les *moyens de leur faire atteindre* les objectifs dont on envisage l'anéantissement.

Le premier problème, celui de la fission et de la fusion nucléaires, est à peu près résolu. Le second est en constante et onéreuse évolution, si bien qu'un pays engagé dans la voie atomique signe un chèque en blanc sur ses ressources financières et industrielles.

Aussi bien les E.-U. A. que l'URSS, conscients du pouvoir d'intimidation que leur confère les armes nucléaires, se refusent à divulguer leurs secrets de fabrication. Ce monopole faisait d'eux les deux seules puissances mondiales et privait la Grande-Bretagne et la France de ce titre. La diminution de prestige qui en résultait, au sein de l'OTAN et dans les conférences sur le désarmement, leur était intolérable. A cela s'ajoutait encore la crainte de voir les E.-U. A., accaparés par une attaque soviétique, se désintéresser du sort de l'Europe.

Quelles sont, dans un proche avenir, les *possibilités d'extension* des armes nucléaires? Une liste, établie en janvier 1960 par la *National Planning Association* des E.-U. A., énumère, dans une première

¹ *The Spread of Nuclear Weapons*, volume relié de 216 pages paru chez Chatto et Windus, London. 1952.

catégorie: la Belgique, le Canada, la Chine, la Tchécoslovaquie, la France, les deux Allemagnes, l'Inde, l'Italie, le Japon, la Suède et... la Suisse. Une seconde catégorie comprend des pays économiquement sains, mais où la main-d'œuvre technique est déficiente: la Hongrie, les Pays-Bas, l'Australie, l'Autriche, le Danemark, la Finlande, la Pologne et la Yougoslavie. Restent des pays économiquement faibles et privés, eux aussi, de main-d'œuvre qualifiée: l'Argentine, le Brésil, le Mexique, la Norvège, l'Espagne et l'Afrique du Sud.

Sept arguments, selon les auteurs, militent *en faveur de l'armement nucléaire* :

1. Il est le seul moyen d'intimider un adversaire qui le possède aussi.
2. Il est plus efficace que les armes conventionnelles.
3. Il assure une défense moins onéreuse et certains avantages économiques;
4. Il est l'ultime garantie de l'indépendance.
5. C'est un précieux facteur de prestige parmi les Alliés et dans le monde en général.
6. Il offre la garantie qu'une grande puissance ne perde pas les nerfs en cas de crise.
7. Il permet à un pays d'augmenter son influence dans les négociations sur le désarmement.

Les *moyens de protection* actuellement utilisés rentrent dans 4 catégories:

1. Les bombardiers subsoniques, avec ou sans pilote.
2. Les bombardiers supersoniques, avec ou sans pilote.
3. Les fusées à base fixe.
4. Les fusées mobiles.

Les E.-U. A. disposent de ces quatre moyens, la Grande -Bretagne des 1^{er} et 4^e, l'URSS, sans perdre de vue le 4^e, se concentre sur les 2^e et 3^e. La France a opté pour le 2^e.

Plaidant sa propre cause, la France estime que les chances de paix augmentent avec le nombre des pays entrés dans le « club atomique ». La force de frappe envisagée par de Gaulle doit pouvoir intervenir n'importe où et n'importe quand. La Grande-Bretagne allègue que tout en diminuant ses effectifs sur le continent, elle contribue à accroître l'efficacité des armes nucléaires stratégiques des Américains.

Examinant les *dangers que peut provoquer l'extension des armes nucléaires*, les auteurs en mentionnent cinq:

1. L'instabilité de la situation créée par les pays qui n'ont pas encore un armement atomique, mais sont à sa recherche.
2. L'équilibre instable entre deux rivaux cherchant à développer leur armement nucléaire.

3. Possibilité que l'un des rivaux s'estime suffisamment fort pour surprendre son adversaire.

4. Crainte qu'un petit pays ne réussisse à entraîner une grande puissance dans la lutte.

5. Complication des débats concernant le contrôle et le désarmement.

D'autre part, les armes nucléaires permettent de réduire les effectifs des *forces conventionnelles* et parfois, mieux que celles-ci, de défendre certaines régions. Le *moral* de la troupe est aussi en jeu. Il est gravement affecté par la constatation de l'insuffisance de ses moyens.

Certes, un petit pays, tel que la *Suisse*, ne saurait songer à utiliser des armes nucléaires stratégiques, c'est-à-dire à titre de représailles. En revanche, ces armes permettraient de renforcer la défense anti-aérienne, et sur le plan tactique, comme une défense passive serait vouée à l'échec, de s'opposer à la concentration de forces conventionnelles sur ses frontières, comme aussi d'agir sur leurs arrières en vue d'entraver le ravitaillement et de rendre les communications inutilisables.

Actuellement, l'emploi stratégique des armes nucléaires est réservé aux seuls pays disposant de terrains suffisamment vastes pour se prêter à des essais. Ceux-ci, il est vrai, ne sont plus indispensables.

La production de bombes atomiques n'en exige pas moins certaines conditions que, selon les auteurs, deux pays seraient aptes à remplir, dans un avenir assez éloigné: l'Inde et Israël. A l'effet de les dissuader, les grandes puissances pourraient fournir à leurs rivaux des moyens défensifs, des avions d'interception, des missiles sol-air par exemple. L'URSS s'en chargerait pour l'Egypte et l'Irak menacés par Israël, les E.-U. A. pour le Pakistan menacé par l'Inde. On ne nous dit pas comment celle-ci pourrait être aidée en cas de conflit avec la Chine.

Somme toute, aussi bien l'arrêt de la diffusion des armes nucléaires que celui de la course aux armements est entre les mains des grandes puissances. Estimant que l'on a, jusqu'ici, trop exclusivement traité cette question au point de vue technique, les auteurs se sont efforcés de mettre en valeur les facteurs économique et surtout politique.

La conclusion de leur étude, très fouillée, s'exprime par une double négation qui caractérise leur style, difficilement accessible à un lecteur de langue française: « la diffusion des armes nucléaires n'est nullement inévitable ».

Colonel E. LÉDERREY